



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STADE NAUTIQUE MERIGNAC

60 Avenue du Truc
33700 Merignac

Références : UD33-CRA-2025-394
Code AIOT : 0100027034

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement STADE NAUTIQUE MERIGNAC implanté 60 Avenue du Truc 33700 Mérignac. L'inspection a été annoncée le 21/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à une fuite de chlore survenue le 21 avril 2025 qui a conduit à évacuer la piscine.

Le 21 avril 2025 était un jour férié, le technicien d'astreinte a été contacté en raison d'un manque de chlore dans la piscine. Il est intervenu vers 10h30 avant l'ouverture de la piscine à 11h. Le technicien a refermé les bouteilles. La présence de chlore dans le local chlore a été détectée vers 17h45.

La bouteille a été expertisée par le fournisseur qui a précisé que le bouchon n'était pas suffisamment fermé. Le technicien a indiqué avoir vérifié l'absence de fuite avec de l'ammoniac. En séance, l'exploitant explique le délai entre l'opération de déconnexion et la détection par la montée en température progressive du local de stockage au cours de la journée. Cette explication ne satisfait pas l'inspection car le local est situé sur la façade Est et le jour de l'incident, la météo était extrêmement pluvieuse avec une forte nébulosité et des températures peu élevées. Une demande complémentaire est adressée à l'exploitant pour justifier de ce délai entre l'intervention à 10h30 et le déclenchement de l'alarme vers 17h45.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STADE NAUTIQUE MERIGNAC
- 60 Avenue du Truc 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0100027034
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le stade nautique de Mérignac exploite une installation classée soumise à déclaration avec contrôle pour la rubrique 4710 Chlore.

Le site est soumis à déclaration pour une quantité maximale présente sur site de 499 kg.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 1.5.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 3.5.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 3.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Protection individuelle	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.2.	Demande d'action corrective	1 mois
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Traitement des fuites	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.10.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	Sans objet
2	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Plans des locaux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.3.2.	/	Sans objet
9	Chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.8.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'incident s'est déroulée correctement. Afin de prendre en compte le retour d'expérience, l'exploitant prévoit de mettre en place des systèmes de fermeture automatique des bouteilles, ainsi qu'une retransmission de la détection chlore à l'accueil de la piscine.

L'exploitant doit définir les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards et y consacrer une procédure spécifique. Il s'assure que son personnel est expérimenté et peut mettre en place une cloche de sécurité, en étant équipés de dispositifs de protection respiratoire.

L'exploitant s'assure qu'en cas de nécessité de changement des bouteilles de chlore pendant les heures d'accueil du public, de réaliser uniquement un basculement entre les bouteilles mais sans réaliser d'opérations de branchement et débranchement.

Il convient à l'exploitant d'être plus vigilant dans le suivi des appareils respiratoires.

L'exploitant doit mettre à jour son rapport d'accident avec les éléments décrits dans le rapport et en particulier sur les hypothèses expliquant les délais entre l'intervention et l'heure de la fuite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure• date d'échéance qui a été retenue : 14/05/2025
Prescription contrôlée : <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p>
Constats : <div><p>Constats précédents: L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle périodique de ses installations. Il est proposé à M. le préfet un arrêté de mise en demeure afin que l'exploitant réalise le contrôle périodique dans un délais de 2 mois.</p><p>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 juin 2024 : La société STADE NAUTIQUE DE MERIGNAC qui exploite une installation sur la commune de MERIGNAC est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants ; - arrêté ministériel du 17/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 ;, : • Article 1.1.2: « en transmettant le rapport de contrôle périodique », dans un délai de 3 mois.</p><p>Constat du 28/03/2025 : L'exploitant a fait réaliser un contrôle périodique ICPE le 29 mai 2024. Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 juin 2024 concernant le rapport de contrôle périodique sont respectées.</p><p>Ce rapport de contrôle comprend 6 non-conformités majeures (6NCM) et 3 Autres non-conformités (ANC). Au plus tard le 29 mai 2025, l'exploitant transmet un nouveau rapport de contrôle périodique permettant d'attester la correction des non-conformités majeures.</p><p>Constats du jour : Par courriel du 5 mai 2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle complémentaire suite à l'intervention du 23 avril 2025 justifiant que toutes les non-conformités majeures ont</p></div>

suite à l'intervention du 23 avril 2025 justifiant que toutes les non-conformités majeures ont été corrigées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/05/2025

Prescription contrôlée :

Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.

Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en oeuvre en cas de déclenchement de la détection.

[...]

Constats :

Constats précédents

Un détecteur de chlore est présent dans le local chlore. A l'extérieur du local, une alarme sonore et visuel est présente au-dessus de la porte. L'exploitant a indiqué que ces alarmes sont retransmises sur la GTC (gestion technique centralisée). Le seuil des 5 ppm et les opérations d'entretiens destinées au maintien de l'efficacité dans le temps n'ont pas été vérifiés le jour de l'inspection.

L'exploitant a indiqué ne pas faire le contrôle trimestriel des détecteurs. Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir mis en place le contrat de vérification périodique de la centrale détection chlore avec passage tout les 3 mois, avec un premier passage prévu pour le 16 mai 2024.

L'exploitant transmet dès réception les résultats du rapport de contrôle des détecteurs et les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Constats du 28 mars 2025 :

Document consulté : Rapport d'intervention SAV ponctuelle n°241025093842 - intervention du 08/10/2024 :

Lors de ce contrôle, le contrôleur a constaté le dysfonctionnement du capteur.

L'exploitant a indiqué avoir commandé un nouveau capteur mais celui-ci n'a été livré que le 24 mars 2025 et a été mis en service immédiatement. L'exploitant a indiqué avoir rencontré beaucoup de difficulté à être livré.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir été prévenu de l'arrivée du capteur et ne pas avoir pu prévoir le test de fonctionnement. Celui-ci est planifié le 7 avril 2024.

Constats du jour :

L'exploitant a transmis le certificat d'essais du détecteur de fuite de chlore réalisé le 15 avril 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 1.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le jour de l'incident, l'exploitant n'a pas déclaré la fuite de chlore. L'inspection des installations classées a appris l'évènement par la presse.

Il est rappelé à l'exploitant la nécessité d'informer la DREAL en cas d'incident ou d'accident au sein de l'installation classée aux numéros figurant dans la partie confidentielle.

Déroulé de l'évènement :

Le 21 avril 2025 était un jour férié, le technicien d'astreinte a été contacté en raison d'un manque de chlore dans la piscine. Il est intervenu vers 10h30 avant l'ouverture de la piscine à 11h. Du public était déjà présent sur place en salle de fitness.

Le technicien a changé les bouteilles et a déconnecté les bouteilles du chloromètre et les a refermées. Le technicien a indiqué avoir vérifié l'absence de fuite pour chaque bouteille.

La présence de chlore dans le local chlore a été détectée vers 17h45. Comme c'était un jour férié, les techniciens étaient absents et n'ont pas entendus l'alarme se déclencher. C'est un usager qui a informé la piscine de l'alarme audible et visible depuis le parking. En parallèle, le système d'alarme automatique a contacté la centrale d'appel DALKIA qui a contacté le personnel d'astreinte. Celui-ci a néanmoins été joint par la piscine avant d'avoir été contacté par la centrale d'appel.

Les pompiers sont intervenus pour mettre en sécurité la piscine (contrôle d'absence de chlore dans l'accueil pour permettre aux usagers de la piscine qui avait été évacués d'attendre à l'intérieur), puis pour mettre en place la cloche de sécurité sur la bouteille identifiée comme fuyarde.

La bouteille fuyarde a été expertisée par le fournisseur qui a précisé que le bouchon n'était pas suffisamment fermé. Le technicien a indiqué avoir vérifié l'absence de fuite avec de l'ammoniac. L'exploitant explique le délai entre le changement de bouteille et la détection, par la montée en température progressive du local de stockage. Il a été constaté que la bouteille fuyarde n'était pas vide contrairement à ce qu'avait cru le technicien. Une fuite sur le système fonctionnant en dépression faisaient que de l'air était injecté plutôt que du chlore.

Le fournisseur a indiqué qu'il restait 38 kg dans la bouteille de chlore, la quantité de chlore qui s'est échappée n'est pas quantifiable.

Retour d'expérience :

Afin de prendre en compte ce retour d'expérience, l'exploitant prévoit :

- la retransmission à l'accueil de l'alarme visuel en cas de détection (projet en cours avant l'incident) ;
- la mise en place de balances pour connaître l'état de remplissage réel de la bouteille ;
- la retransmission à l'accueil de la concentration dans le local de chlore :
- la mise en place d'une fermeture automatique des bouteilles lorsqu'elles sont connectées à un chloromètre en cas de présence de chlore dans le local (fermeture automatique ou par arrêt d'urgence disponible à l'accueil).

L'inspection alerte l'exploitant que le système de fermeture automatique n'aurait pas permis d'arrêter la fuite étant donné que les bouteilles avaient été déconnectées du chloromètre et étaient équipées de leur bouchon de sécurité.

L'exploitant est invité à étudier la possibilité de pouvoir fermer les bouteilles avec les systèmes de fermeture automatique ou s'assure de réduire au minimum le temps de présence des bouteilles déconnectées des chloromètres.

A la demande de la DREAL, l'exploitant a transmis le 22 avril 2025 une "fiche de notification d'accident/ Incident". Cette fiche doit être complétée pour décrire ce qu'il s'est passé avant le déclenchement de l'alarme (intervention un jour férié, déconnexion des chloromètres,...), pour prendre en compte les nouveaux éléments connus de l'incident (volume de chlore présent après

arrêt de la fuite, etc.) et préciser l'action mise en oeuvre. L'explication de l'exploitant concernant la détection tardive de la présence de chlore, près de 7h après l'intervention du technicien, ne satisfait pas l'inspection car le local est situé sur la façade Est et le jour de l'incident, la météo était extrêmement pluvieuse avec une forte nébulosité et des températures peu élevées. Une demande complémentaire est demandée à l'exploitant pour justifier de ce délai entre l'intervention à 10h30 et le déclenchement de l'alarme vers 17h45.

L'exploitant dispose d'un registre numérique sur lequel il recense les incidents/accidents survenus au sein de l'établissement. Le registre a été vu le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète la fiche de notification d'accident/ incident et la transmet à l'inspection. En particulier, il poursuit le travail de recherche d'explication en terme de délais entre l'intervention sur les bouteilles et la détection. L'exploitant évalue la possibilité d'utiliser les systèmes de fermetures des bouteilles lors des déconnexions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 3.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Objet du contrôle :- présentation de l'état des stocks de produits dangereux tenu à jour et du plan général des stockages (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Constats :

L'exploitant dispose d'un état des stocks, seule la cohérence avec les quantités de chlore a été vérifiée.

Le plan associé à l'état des stocks précise correctement la localisation des locaux chlore, pH-, pH+. En revanche, les plans ne précisent pas la localisation des produits solides. Ces produits sont néanmoins bien mentionnés dans le plan d'intervention des secours.

Suite à l'inspection, l'exploitant s'est engagé à créer un plan avec le quantitatif des stocks produits par zone de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de disposer d'un plan général des stockages associés à l'état des stocks qui localise tous les produits dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire.</p> <p>Ces consignes prévoient notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence de contrôle de l'étanchéité et des fixations des réservoirs. <p>L'absence de fuite de chlore est vérifiée après toute intervention sur les récipients de chlore et à la suite de l'ouverture des robinets de ces récipients de chlore ou de leur remise en service.</p> <p>Pour les installations classées localisées au sein d'un établissement recevant du public, toutes les opérations de branchement et débranchement sont effectuées en dehors des horaires d'ouverture au public sauf en cas d'urgence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure affichée dans le local chlore intitulé "intervention sur bouteille ou circuit de chlore gazeux". Cette procédure prévoit que les bouteilles doivent être toujours attachées. Le contrôle d'étanchéité systématique, bien que pratiqué d'après les techniciens, n'apparaissait pas dans la procédure.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a modifié sa procédure afin de faire apparaître la nécessité d'"effectuer une double vérification au niveau du raccord avec l'ammoniac". La vérification à l'ammoniac est le procédé de vérification de l'étanchéité.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en fonctionnement normal les opérations de branchement et débranchement sont effectuées systématiquement hors heures ouvrées. Cependant, le jour de l'incident, l'exploitant a indiqué qu'il a dû changer le bouteille car il y avait un défaut d'approvisionnement en chlore dans le bassin. Le défaut de chlore aurait entraîné la fermeture de la piscine. L'exploitant considère qu'il s'agit d'un cas d'urgence.</p> <p>Il convient de noter que le changement de bouteilles pour assurer la chloration aurait pu avoir lieu sans avoir à déconnecter la bouteille. Malgré le changement de bouteilles en présence du public, il n'est pas proposé d'arrêt de mise en demeure car la fuite a mis plusieurs heures à se</p>

propager et un changement de bouteille avant les heures d'ouvertures aurait néanmoins conduit au même conséquence au vu des délais entre le changement de la bouteille et le début de la fuite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure qu'en cas de nécessité de changer les bouteilles de chlore pendant les heures d'accueil du public, de réaliser uniquement un basculement entre les bouteilles mais sans réaliser d'opérations de branchement et débranchement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Protection individuelle
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente des opérateurs autorisés. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Les opérateurs sont formés à l'emploi de ces matériels. Toute intervention d'urgence nécessite de s'équiper d'un dispositif de protection respiratoire. Objet du contrôle :- vérification de la présence de matériels de protection individuelle (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : Les techniciens disposent d'EPI (équipements de protections individuels) nominatifs (masques à cartouche, gants, combinaisons et bottes chimiques). Le technicien a indiqué avoir jeté l'ensemble de ses EPI qui avaient été exposés au chlore, par mesure de sécurité, le soir même de l'incident. L'exploitant a indiqué que les cartouches des masques sont changées tous les mois. Cependant, il a été constaté sur deux masques de deux techniciens différents que les cartouches filtrantes avaient été mises en place en janvier 2025. Les délais de remplacement des cartouches filtrantes prévus par l'exploitant ne sont pas respectés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure du respect de ses procédures, en particulier du remplacement des cartouches filtrantes des appareils respiratoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en oeuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence d'un détecteur dans chaque local ou armoire technique (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;- présentation du suivi de la vérification des détecteurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;- pour les installations ne disposant pas de détecteurs, vérification de l'absence d'habitations ou de locaux de travail ou d'établissements recevant du public dans un rayon de 50 mètres autour de l'installation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : <p>Le local chlore est équipé d'une détection chlore. Suite à l'incident, l'exploitant a remplacé la sonde par une neuve car il n'était pas certain que l'efficacité de la précédente n'était pas impactée suite à l'incident. Un contrôle de la sonde a été réalisé semaine 19. L'exploitant est en attente du rapport de contrôle.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a décidé de mettre en place un appareil de mesure permettant d'avoir au niveau de l'accueil l'information de la teneur en chlore dans le local. L'exploitant a également mis en place un câblage pour qu'en cas de déclenchement, l'alarme visuelle soit également retransmise à l'accueil et pas uniquement dans le bureau des techniciens.</p> <p>L'exploitant a commandé une nouvelle sonde pour disposer d'une sonde de secours en cas de défaut, cependant les délais de livraison sont de 2 mois.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet le rapport de contrôle de l'efficacité de la sonde du test réalisé semaine 19, dès réception.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection lors de la mise en service de la retransmission à l'accueil de l'alarme visuelle.</p> <p>Une fois les nouveaux capteurs mis en place, l'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité</p>

dans le temps et le transmet à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Plans des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Plans des locaux
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
Constats : Les plans d'intervention des locaux comprennent bien la localisation de toutes les zones présentant un risque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Chloromètre à dépression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.8.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Chloromètre à dépression
Prescription contrôlée : Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné. L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre. Objet du contrôle :- pour les installations utilisant un ou des chloromètres à dépression et ne disposant pas de système de neutralisation, vérification que chaque chloromètre est directement fixé sur le robinet d'un seul récipient de chlore (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
Constats : Le jour de l'inspection, 8 bouteilles étaient connectées chacune à son propre chloromètre. Deux bouteilles étaient fermées avec leur bouchon de sécurité. Des joints étaient présents pour permettre le remplacement lors de chaque démontage du chloromètre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traitement des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article I > 4.10.
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des fuites
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards et y consacre une procédure spécifique. Le récipient est positionné afin de réduire au maximum la possibilité que la fuite se produise en phase liquide. L'exploitant dispose a minima d'une cloche de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient. Elle est mise en place par des opérateurs expérimentés et équipés de dispositifs de protection respiratoire.[..] Objet du contrôle :- présence d'une cloche de sécurité (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
Constats : Les bouteilles de chlore sont stockées verticalement afin de réduire au maximum la possibilité que la fuite se produise en phase liquide. L'exploitant dispose de deux cloches de sécurité. Suite à l'incident, le fournisseur a fourni une nouvelle cloche le jour où il a récupéré la bouteille fuyarde équipée de la cloche de sécurité. L'exploitant ne dispose pas de procédure spécifique pour traiter et isoler un réservoir défectueux. La procédure indique "N'INTERVENEZ JAMAIS SUR UNE FUITE DE CHLORE GAZEUX!" Le personnel DALKIA en charge de la gestion du chlore pour le compte de l'exploitant a indiqué qu'aucun personnel d'exploitation n'est formé à porter des appareils respiratoires permettant d'intervenir sur une fuite de chlore.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant définit les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards et y consacre une procédure spécifique. Il s'assure que son personnel est expérimenté et peut mettre en place une cloche de sécurité, en étant équipés de dispositifs de protection respiratoire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois